



[PAYS : BURUNDI]

ÉTAT D’AVANCEMENT DU PROJET EN MILIEU D’ANNÉE

PÉRIODE CONSIDÉRÉE : JANVIER – JUIN 2016

Numéro de projet et titre :	PBF/Appui à la Promotion du Dialogue National		
Organisation(s) récipiendaire (s)¹ :	PNUD/UNESCO		
Partenaires d’exécution (Gouvernement, agences de l’ONU, ONG etc.) :	BLTP, NIMD, ICB, ACCORD, Chaire UNESCO		
Budget total approuvé² :	1.240.000\$ USD		
Fonds engagés³ :	524117\$ USD	% des fonds engagés / budget total approuvé :	42%
Dépenses⁴ (information préliminaire) :	404878\$ USD	% des dépenses / budget total : (taux de dépense)	33%
Date d’approbation du projet :	25 Février 2015	Délai possible de la date de fin des opérations initialement prévue (nombre de mois)	18 mois
Date de démarrage du projet :	19 Mars 2015		
Date de fin des opérations initialement prévue :	30 Septembre 2016		
Résultats du projet :	<p>1. La confiance est renforcée entre les leaders politiques et acteurs politiques grâce au dialogue participatif sur le processus électoral et sur le système politique Burundais.</p> <p>2. Les partis politiques qui le souhaitent participent pleinement et démocratiquement au processus électoral et politique.</p> <p>3. Les jeunes des partis politiques contribuent de manière paisible et positive aux processus électoraux, et se restreignent de tout acte de violence.</p>		

¹ Il faut noter que dans les cas où plusieurs agences participent, un seul rapport doit être présenté.

² Le budget approuvé correspond au montant transféré aux organisations récipiendaires.

³ Les fonds engagés sont définis par les contrats de services et de travail conformément aux règles et procédures financières des organisations récipiendaires. Fournir les informations préliminaires.

⁴ Paiements réels (contrats, services, travail) effectués suivant les engagements.

5 Les domaines de résultat du Fonds pour la consolidation de la paix sont les suivants :

1. Apporter un soutien au processus de mise en application des traités de paix et de dialogue politique (Priorité 1) :

(1.1) Réforme du secteur de la sécurité, (1.2) État de droit; (1.3) Désarmement, démobilisation et réintégration; (1.4) Dialogue politique;

2. Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends (Priorité 2) :

(2.1) Réconciliation nationale; (2.1) Démocratie; (2.3) Gestion/ résolution des conflits;

3. Revitaliser l’économie et générer des dividendes immédiats de la paix (Priorité 3) :

(3.1) Génération d’emplois à court terme; (3.2) Subsistance durable.

4) (Ré)-établissement des services administratifs essentiels (Priorité 4).

(4.1) Renforcement de capacité nationale en services essentiels; (4.2) Extension de l’autorité de l’état/ administration locale ; (4.3) Gouvernance de ressources de consolidation de la paix (y compris le Secrétariat PBF).

	4. La population est informée au travers des médias des engagements pris par les partis politiques et a l'opportunité de donner sa contribution aux échanges sur les principaux défis du pays.
Domaine de priorité du Fonds⁵	Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends / Démocratie (Priorité 2/2.1)

Évaluation qualitative de l'état d'avancement du projet

<p><i>Pour chaque résultat attendu, veuillez donner des preuves de l'avancement (si elles existent) pendant la période du rapport.</i></p> <p><i>De plus, pour chaque résultat prévu, veuillez présenter brièvement les principaux produits déjà réalisés. (1000 lettres max. par résultat)</i></p>	<p>Résultat 1</p> <p>A l'issue des élections et de la crise politique qui s'en est suivie, des initiatives vers une sortie de crise ont vu le jour notamment l'engagement du processus de dialogue national avec la création de la Commission Nationale du dialogue inter-burundais (CNDI) et la mise en place du Bureau du Conseiller Spécial du Secrétaire Général, chargé d'appuyer le dialogue. Considérant la nécessité de préparer les leaders locaux à participer à ce processus, le projet a organisé une série de formations et ateliers sur les techniques de communication, la cohésion sociale et la réconciliation afin de préparer les populations à la base à formuler des recommandations pour porter leurs aspirations au processus de dialogue national. Ainsi avec 7 sessions, 350 leaders communautaires ont été formés dans les provinces de Karuzi, Cankuzo, Ruyigi, Gitega, Ngozi et Bubanza. Ces activités permettent à ces leaders de participer aux consultations/échanges engagés par les autres partenaires d'appui au dialogue.</p> <p>Résultat 2</p> <p>La boycott des élections par certains partis politiques de l'opposition a créé un climat de méfiance au sein des partis. Ceci dit, grâce au projet, des espaces de dialogue entre partis politiques ont été mis en place au niveau central et au niveau provincial/régional: un cadre national de rencontre entre les organes centraux des principaux partis politiques pour échange et dialogue sur les sujets d'actualité politique notamment la cohésion sociale et la non-violence; et 4 cadres régionaux (4 provinces regroupées en une région) où les Présidents provinciaux des principaux partis politiques se rencontrent au moins une fois le mois pour échange et dialogue autour des questions liées au rôle de l'intérêt du dialogue entre leaders locaux et à la recherche des solutions pacifiques dans le règlement des conflits.</p> <p>Ces rencontres ont permis notamment la fusion du parti UPD-Zigamibanga qui s'était déjà scindé en deux ailes et l'entente au sein de la coalition AMIZERO Y'ABARUNDI.</p>
--	--

	<p>Résultat 3</p> <p>230 jeunes affiliés aux partis politiques et autres leaders ont participé dans 4 sessions thématiques de dialogue autour de la paix, la démocratie et la cohabitation pacifique entre les jeunes des partis politiques et de la société civile. Ces activités ont été entièrement mise en oeuvre dans toutes les 18 provinces du Burundi.</p> <p>Ces jeunes leaders ont manifesté un engagement ferme de mettre en place dans toutes les provinces et au niveau national des cadres permanents de dialogue et de rencontre et se sont constitués en des commissions mixtes (tous les partis, la société civile, etc) afin de préparer les statuts de ces cadres. Cette adhésion unanime à la constitution des cadres permanents entre jeunes constitue une preuve essentielle de leur engagement pour la réconciliation et la cohabitation pacifique. Le début de cette cohésion s'est manifesté par des gestes de solidarité entre les jeunes leaders donc un leader imbonerakure a été bénéficiaire, toutes jeunes tendances confondues.</p> <p>Résultat 4</p> <p>A travers le théâtre interactif les jeunes élèves font des débats contradictoire sans violence, dans la tolérance; s'expriment librement et proposent solutions sur les défis actuels du pays; ouverture d'esprit, échanges constructifs; participation active par les filles et les garçons (23 représentations, 5780 participent, dont 68% des zones contestataires; 177 interventions, dont 91 par les filles); élèves véritables acteurs de paix car font le plaidoyer pour un Burundi sans violence, s'inscrivent contre la haine ethnique et divisions politiques en famille et dans les écoles, à travers recommandations faites aux parents et aux autorités scolaires; population s'approprie messages véhiculés par théâtre populaire Ni Nde car demandes de rediffusion, ainsi que panneaux publicitaires car les autorités territoriales demandent installation panneaux dans toutes les communes et toutes les zones du pays car message fédérateur. Recommandation de faire le théâtre interactif à travers tout le pays.</p>
<p><i>Y a-t-il des preuves que le projet a déjà un impact positif sur la consolidation de la paix ? (1000 lettres max.)</i></p>	<p>Le rapprochement des partis politiques à travers deux espaces de dialogue réguliers(national et provincial) permet un dialogue inclusif qui soit naturel et contribue ainsi à la consolidation de la paix dans la mesure où il réduit sensiblement la polarisation et les divisions entre et au sein des partis causés par les élections de 2015. En plus, compte tenu des divisions que l'on trouve chez les jeunes de différentes affiliations politiques, ainsi que les OSC, ces cadres organisés par comités mixtes est une autre étape dans le sens de la cohésion sociale, la construction de points communs sur lesquels une dialogue inclusif peut se</p>

	fonder.
<i>Des effets catalytiques ont-ils été constatés durant la période considérée, y compris en générant de nouveaux engagements de fonds ou en déclenchant / débloquant un processus de paix ? (1000 lettres max.)</i>	Oui, à la suite de la crise politique issue des élections, le présent projet a poursuivi des activités de dialogue et de cohésion sociale afin d'apaiser les tensions au niveau acteurs et partis politiques. Ainsi plusieurs initiatives ont vu le jour: « Fond de soutien au dialogue pour une résolution de la crise au Burundi », du bureau du Conseiller Spécial du Secrétaire-Général (OSASG) ; de la révision du projet « Promotion du rôle de la femme dans la consolidation de la paix » d'ONUFEMMES ; du projet conjoint « Création Appui de la sécurité communautaire et la cohésion sociale auprès des jeunes touchés par le conflit » impliquant UNFPA, PNUD et UNV ; du projet « Consolidation des acquis de la paix par les théâtres axés sur les valeurs Ubuntu » mis en œuvre par l'UNICEF. Au niveau du Gouvernement burundais, la mise en place la Commission Nationale de Dialogue Inter-Burundais(CNDI) constitue aussi une expression d'engagement vers la réconciliation nationale et la cohésion sociale.
<i>Si les progrès ont été lents ou inadéquats, indiquer les raisons principales ainsi que les actions correctrices. (1000 lettres max.)</i>	Considérant le fait que l'organisation des élections en 2015 n'a pas mis fin à la crise politique et la fin de la violence dans le pays, la réorientation du projet a été initiée en 2015 et validée par l'exercice de "Conflict Development Analysis" conduit en 2016 par le PNUD. Ainsi il a été jugé important pour le projet de s'engager dans la promotion du dialogue national en identifiant les causes et les conséquences et en créant un espace propice pour le dialogue et la cohésion sociale. Il faut également noter la prise en compte des nouveaux acteurs pilotant des dynamiques de résolution de la crise (y compris OSASG) au niveau national et au niveau international. L'adaptation du projet face à ces nouvelles dynamiques et la mise en évidence de sa spécialité liée au renforcement des capacités locales en vue de la participation au dialogue ont été essentielles.
<i>Quelles sont les activités principales/objectifs visés pour le restant de l'année? (1000 lettres max.)</i>	Au regard du nouveau contexte, le projet vise, pour le restant de l'année, à renforcer les capacités des leaders locaux(partis politiques, jeunes affiliés, société civile) en matière de cohésion sociale et réconciliation afin de contribuer effectivement et efficacement au processus de dialogue national au niveau national et international. Une fois renforcés, ces acteurs locaux seront à mesure de canaliser les aspirations des communautés et groupes sociaux clés au processus global de dialogue.
<i>Les stratégies/la durée/le budget, etc. du projet doivent-ils être rectifiés? (1000 lettres max.)</i>	La stratégie ainsi que la durée du projet doivent être changés. Le projet initial avait pour but de maintenir un climat politique et social serein avant, pendant et après les élections de 2015. Avec la réorientation du centre d'intérêt vers le dialogue politique et la cohésion sociale ainsi que l'apparition des nouveaux acteurs dans la résolution du

	<p>conflit, le projet, avec la révision en cours, voudrait adapter sa stratégie à ce contexte. Ainsi, la théorie du changement se focalise sur la formation des leaders locaux et leur implication dans le processus du dialogue national afin de véhiculer les aspirations locales.</p> <p>Ainsi, six mois additionnels sans nouveaux coûts financiers après septembre 2016, devraient permettre au projet de réaliser ses objectifs.</p>
<p><i>Quel est l'état général de la situation financière du projet (pourcentage du budget utilisé à la date du rapport) – des informations préliminaires. (1000 lettres max.)</i></p>	<p>33% par rapport au budget global.</p>
<p><i>Autre information pertinente pour PBSO (et le Comité de Pilotage) sur le projet à ce stade? (1500 lettres max.)</i></p>	<p>La validation de la révision reste une étape importante du projet en plus de son extension sans coût. Ainsi le projet aura la possibilité d'inter-agir avec tous les acteurs impliqués dans le processus de dialogue notamment le bureau du conseiller spécial du SG(OSASG).</p> <p>Aussi, le projet est en cours de révision basée sur la ré-orientation post-électorale avec des activités en cours conformément aux nouveaux résultats qui reflètent la nécessité de soutenir un dialogue national plus large qui est essentiel dans le dénouement de la crise.</p>

ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE PAR INDICATEUR : Utiliser le *Cadre de résultats du projet* (du document de projet approuvé) pour indiquer dans le tableau ci-dessous l'état d'avancement et les dernières évolutions concernant les indicateurs clefs de performance à la fois pour les résultats et les produits. Dans les cas où des données quantitatives ne sont pas disponibles, donner une explication qualitative dans le tableau ci-dessus. (250 lettres max.)

	Indicateur de performance	Indicateur de départ	Indicateur cible de fin de projet	État d'avancement de l'indicateur actuel	Raisons du changement / délai (le cas échéant)	Indicateur cible rectifié (le cas échéant)
Résultat 1 La confiance est renforcée entre les leaders politiques et acteurs politiques grâce au dialogue participatif sur le processus électoral et sur le système politique Burundais.	Indicateur 1.1 L'implication de tous les partis politiques et candidats indépendants potentiels (y compris les acteurs politiques) dans le processus électoral.	Certains acteurs politiques et partis politiques sont de temps en temps exclus du processus électoral	Inclusion et participation offertes à tous partis politiques et acteurs politiques indépendants remplissant des critères fixés selon une démarche consensuelle.	Les ateliers et formations organisés ont inclus tous les leaders locaux de différents partis politiques. Ils expriment tous à plus de 80% (sur les 350 formés) de participants la nécessité d'un dialogue inclusif au niveau national et régional (Arusha).	La fin des élections et le climat de méfiance entre acteurs et partis politiques. Les nouvelles dynamiques liées au dialogue politique.	Inclusion et participation offertes à tous les partis politiques et acteurs politiques indépendants dans le dialogue interburundais.
	Indicateur 1.2 Niveau de violences politiques observées lors des élections	Nombre de cas reportés les trois premiers mois de 2015 (Janvier – Mars).	Réduction de 50% des cas de violence entre partis politiques lors de la période électorale (April-Septembre 2015).	Par rapport à l'année 2015, il y a eu une réduction des violences au cours de cette période de janvier à juin 2016 malgré la création de groupes rebelles. Néanmoins il est difficile d'avoir des	Le dialogue devient le centre des enjeux à la place des élections	Réduction significative des cas de violence suite au dialogue interburundais

				statistiques fiables de ces violences.		
Produit 1.1 Les cadres d'échange entre les leaders des principaux partis politiques et acteurs politiques sont fonctionnels et facilitent la mise en oeuvre des stratégies visant la promotion d'un processus électoral inclusif.	Indicateur 1.1.1 Existence d'un cadre d'échanges réguliers entre leaders et acteurs politiques fonctionnant sur base des idées adoptées pendant le processus électoral.	Cadre d'échange entre la CENI ainsi que les leaders et acteurs politiques établi mais non fonctionnel.	Calendrier de rencontres et principes d'inclusion au processus adoptés et mise en oeuvre par la CENI, les leaders et acteurs politique.	Dans les cadre des ateliers et sessions de dialogue organisés, des participants ont proposé que l'administration provinciale mette en place des cadres d'échanges réguliers pour résolution des conflits divers, ce que l'administration a accepté.	Le dialogue devient l'outil incontournable pour la résolution des conflits et la réconciliation.	Calendrier de rencontres et principes d'inclusion au processus de dialogue national mis en place par l'administration, les leaders et acteurs politiques.
	Indicateur 1.1.2 Nombre de leaders et acteurs politiques de premier plan rencontrés avant, pendant et après les élections.	Chaque acteur politique dans son coin éprouve des problèmes mais ignore qu'il n'est pas le seul à les connaître	Il s'agit d'approcher les acteurs politiques, un à un pour les amener à partager les problèmes avec les autres	Les cadres d'ICB ont continué à approcher les leaders et acteurs politiques pour les amener à partager les problèmes d'actualité avec les autres. C'était au niveau national et au niveau régional.	Le souci du maintien du climat de cohésion sociale et de dialogue au-delà des élections	Dadres de renforcement de capacités des leaders locaux sont dans chaque province
Produit 1.2 Le cadre d'échange sur les solutions aux problèmes	Indicateur 1.2.1 Existence Cadre de concertation entre les « acteurs politiques », le Ministère de	Inexistence de concertation entre les acteurs politiques, le Ministère de l'Intérieur et la	Un cadre de concertation fonctionnel	Les ateliers en provinces initient ces cadres. D'autres intervenants dans le domaine comme la CNDI au niveau	Les nouvelles dynamiques autour du dialogue.	Cadres de renforcement de capacités des leaders locaux sont dans chaque province

communs de participation aux élections est soutenu	l'Intérieur et la CENI sur leur implication dans le processus électoral.	CENI		national et la facilitation ont également initié des échanges à Arusha		
	Indicateur 1.2.2 Nombre de dépliant et messages d'apaisement produits et distribués/diffusés - la pertinence du contenu des messages produits.	Ces outils de communication sont rarement utilisés pour informer/sensibiliser sur des questions politiques alors que population burundaise est souvent très sensible aux images et émissions radio ou télédiffusées.	15.000 dépliant et un message diffusé par mois sur 03 radios.	La production et la distribution de ces dépliant ainsi que la diffusion de messages ont été fait pendant la période électorale. Pour cette période de rapport, des média ont diffusé des messages et des interviews issus des ateliers dans les provinces	Adaptation au nouveau contexte	Cadres de renforcement de capacités des leaders locaux sont dans chaque province
Produit 1.3 Un cadre régulier d'échange entre les leaders des partis politiques est établi et est fonctionnel	Indicateur 1.3.1 organisation de rencontres pour échanger sur la participation de tous les partis politiques à la gestion du pays et pour consolider la démocratie multipartite	- Absence d'un cadre de réflexion fonctionnel entre les partis parlementaires et les autres partis sur la gestion du pays ; - Peu d'expériences en matière de fonctionnement de	Un atelier avec les partis parlementaires ; - La démocratie multipartite est inspirée des expériences locales et extérieures	Les ateliers organisés dans sept provinces ci-haut citées ont largement traité des questions en rapport avec le renforcement de la démocratie multipartite. Les conférenciers se sont inspirés des expériences locales et	Nouvelles dynamiques autour du dialogue	Cadres de renforcement de capacités des leaders locaux sont dans chaque province

après les élections, (avec une participation des femmes à la hauteur d'au moins 30%)	Indicateur 1.3.2 Les ligues des femmes sont impliquées dans les cadres d'échange	la démocratie multipartite Moins de 30% participent aux échanges dans toutes les activités des partis politiques	Sur les 3 participants de chaque parti un d'eux doit être une femme	extérieures. Dans tous les ateliers qu'ICB a organisé, la participation de la femme a été une préoccupation permanente. Néanmoins, le niveau de leur engagement dans les partis étant encore faible, ce taux de 30% n'a pas toujours été atteint.	Pas de changement significatif	
Résultat 2 Les partis politiques qui le souhaitent participent pleinement et démocratiquement au processus électoral et politique.	Indicateur 2.1 Niveau de Maitrise des techniques d'organisation de la campagne et d'observation électorales - Niveau de participation libre des partis politiques dans les élections burundaise, y compris l'enregistrement sur les listes	Absence de standards dans la préparation de la campagne et de l'observation électorale par les partis impliqués	Nombre techniques enseignées, testées et mises en oeuvre par les partis	Des stratégies et techniques ont été enseignées et testées mais mises en oeuvre avec beaucoup de contraintes.	Orinetation vers le dialogue national et la cohésion sociale	Cadres de renforcement de capacités des leaders locaux sont dans chaque province

	électorales.					
	Indicateur 2.2 taux d'amélioration de l'application des règles et normes relatives à la bonne gouvernance.	La gouvernance au sein des partis politiques constitue un véritable défi à relever.	Au moins 30 % d'amélioration	ces taux n'ont pas été atteint du fait du boycott des élections opéré par les partis de l'opposition	Réorientation autour du dialogue et de la préparation des leaders au niveau local	Cadres de renforcement de capacités des leaders locaux sont dans chaque province
Produit 2.1 Les partis politiques disposent des cadres nécessaires pour la participation électorale et participent dans un dialogue interpartis.	Indicateur 2.1.1 Nombre de cadres juridiques et institutionnels constitués garantissant la participation électorale et la prise en compte de l'égalité des femmes et des hommes.	Existence d'une loi régissant les partis politiques et d'un code de conduite en période électorale.	Tous les partis politiques qui le souhaitent participent aux élections et les listes électorales constituées tiennent compte de l'égalité hommes-femmes	Les partis politiques de l'opposition avaient manifesté la volonté de participer aux élections mais suite aux circonstances qui ont entouré le processus, ils les ont boycottées.	Dynamiques autour du dialogue	Cadres de renforcement de capacités des leaders locaux sont dans chaque province
	Indicateur 2.1.2 Nombre de sessions de dialogue entre leaders des partis politiques tenues.	Forum Permanent de Dialogue des partis politiques actuellement boycotté par les principaux partis d'opposition ; Le dialogue relancé depuis mars 2013,	Les partis politiques se concertent régulièrement pour adresser des réponses consensuelles aux questions d'actualité.	Les ateliers organisés dans les sept provinces visités par ICB durant cette période de rapportage, ont donné une occasion aux leaders de partis politiques de se concertent sur des	Dynamiques autour du dialogue	Cadres de renforcement de capacités des leaders locaux sont dans chaque province

		signature d'une feuille de route consensuelle mais sans mécanismes de suivi de sa mise en oeuvre		questions d'actualité.		
Produit 2.2	Indicateur 2.2.1					
	Indicateur 2.2.2					
Produit 2.3	Indicateur 2.3.1					
	Indicateur 2.3.2					
Résultat 3 Les jeunes des partis politiques contribuent de manière paisible et positive aux processus électoraux, et se restreignent de tout acte de violence.	Indicateur 3.1 Niveau de respect du Code de Conduite par les jeunes des partis politiques satisfaisant ; - et nombre d'incidents violents commis et de conflits de nature politique prévenus et résolus pacifiquement par les jeunes affiliés aux partis	-Absence de cadre permanent de dialogue entre jeunes - Faible capacité en prévention des conflits	Un climat politique nettement serein avant, pendant et après les élections.	Sessions de renforcement des capacités et de dialogue réalisées. Cadres de dialogue en cours	La violence ayant caractérisé le processus électoral en 2015 a entraîné le retard des activités	Cinq cadres de dialogue (1 national et 4 régionaux) des leaders des jeunes des 18 provinces

	politiques					
	Indicateur 3.2					
Produit 3.1 Les jeunes affiliés aux partis politiques agréés échangent sur les dispositions du Code de conduite et les mettent en application avant, pendant et après les élections.	Indicateur 3.1.1 Existence de mécanismes inclusifs permettant un partenariat et un dialogue politique au niveau national et local	Pas de cadre permanent de dialogue, faible capacité des jeunes en prévention/ résolution de conflits	- Sessions de dialogue et renforcement des capacité des représentants des jeunes organisées	4 sessions de dialogue dans les 18 provinces du Burundi pour 230 jeunes leaders des PP	Les activités ont débuté avec retard suite a la situation politico-securitaire de 2015	Cadre d'échanges entre jeunes existe et fonctionnel
	Indicateur 3.1.2 - La culture de dialogue sur les principes démocratiques, les processus électoraux et la bonne gouvernance est renforcée Une attitude plus positive des jeunes quant à leur participation au processus électoral de 2015	Pas de techniques de prévention/résolution pacifique conflits et cadre mixte de dialogue de jeunes	Les jeunes des PP participent librement en grand nombre et dans le respect mutuel aux élections	Indicateur non atteint	Situation politico securitaire de 2015	Indicateur abandonne suite a la fin du processus electoral
Produit 3.2 Les jeunes	Indicateur 3.2.1 Les capacités des	-Pas de mécanisme mixte et capacité	180 jeunes formés en gestion des	160 jeunes des PP formés	Les activités ont été débutées avec retard suite a	Indicateur revu a la baisse

affiliés aux partis politiques sont soutenus pour la mise en place de comités mixtes (mouvance et opposition) de prévention et de résolution pacifique des conflits de nature politique	jeunes affiliés aux partis politiques sont renforcées et les comités mixtes (mouvance et opposition) de prévention et de résolution pacifique des conflits de nature politique sont mis en place.	technique de prévention/gestion conflits	conflits ; - 17 comités mixtes mis en place	- Pas encore de comités mixtes	la situation politico-sécurité de 2015	Indicateur modifié et mis en place de 5 cadres de dialogue permanents
Indicateur 3.2.2 les meilleures pratiques de dialogue pour la prévention et la résolution pacifique des conflits politiques dans la Région des Grands Lacs sont acquises par les jeunes burundais	Absence d'échange au niveau régional entre les jeunes sur leur rôle dans les processus électoraux	Une conférence internationale regroupant les jeunes 60 jeunes (50 burundais et 10 étrangers).	Conférence tenue à Nairobi pour 20 jeunes des PP burundais et 10 des PP des pays des Grands Lacs	Indicateur revu à la baisse suite aux conditions sécuritaires à Bujumbura et coûts à Nairobi	30 jeunes (20 des PP burundais et 10 des PP des pays des Grands Lacs)	
Produit 3.3	Indicateur 3.3.1					
	Indicateur 3.3.2					

Résultat 4 La population est informée à travers les médias des engagements pris par les Partis Politiques et à l'opportunité de donner sa contribution aux échanges sur les principaux défis du pays.	Indicateur 4.1 Nombre/type de productions audiovisuelles diffusées et articles publiés par les media partenaires en guise d'information vers la population	Population est informée des défis existant dans pays mais ne donnent pas solutions pour les relever	Représentants de la population de toutes les couches sociales expriment leurs points de vue	Sensibilisation sur divisions entre jeunes sur base ethno-polit. Propositi. réorientation activités.	A cause contexte sociopolitique actuel et destruction média partenaires	Réctifié dans dct réorientation activités composante média
	Indicateur 4.2 La population s'exprime davantage sur les défis du pays et propose des voies de solution.	Population est informée des défis existant dans pays mais ne donnent pas solution pour les relever.	Représentants de la population de toutes les couches sociales expriment leurs points de vue	Sensibilisation sur divisions entre jeunes sur base ethno-polit. Proposit. réorientation activités.	A cause contexte sociopolitique actuel et destruction media partenaires	Réctifié dans dct réorientation activités composante media
Produit 4.1 Des espaces de dialogue pour la promotion de la non-violence sont animés et le dialogue est restitué à la population.	Indicateur 4.1.1 Nombre de messages politiques produits et diffusés par les medias.	0 message produit et diffusé.	10 spots et 10 sket. audio, 6 spots, 6 sket., 4 représes. Marie, 6 intérieur, 1 chanson, 80 poteaux	Message diffusé à travers panneaux publicitaires fixés dans les 18 provinces du pays.	Pas de média partenaires car détruits	Panneaux publicitaires installés dans provinces (18) au lieu des communes (116)
	Indicateur 4.1.2 -Nombre de débats organisés et diffusés/retransmis; -	- 0 débats organisés au niveau communautaire et 0 débats associant	8 débats au niveau communautaire; 12 débats en direct, dont 2 avec disapora; 9 dossiers	Echanges-recommandations par les jeunes dans cadre du théâtre interactif avec Assoc. avec	Pas de média partenaires car détruits	

	dossiers de presse produits et publiés.	la diaspora au niveau national	de presse	Tubiyage		
Produit 4.2	Indicateur 4.2.1					
	Indicateur 4.2.2					
Produit 4.3	Indicateur 4.3.1					
	Indicateur 4.3.2					